

l'Humanité

Face aux syndicats, Lecornu s'obstine dans l'austérité et récolte une nouvelle journée de grève le 2 octobre

À l'issue d'une entrevue à Matignon, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de mobilisation. Incapable de répondre à la colère sociale, le premier ministre s'enferme dans la politique de l'offre macroniste.

Social et Économie

5min

Publié le 24 septembre 2025

Naïm Sakhi



L'intersyndicale a annoncé une nouvelle journée de grève le 2 octobre 2025. © REUTERS/Benoit Tessier

Une unité syndicale dûment mise en scène. C'est ensemble que les représentants de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires) se sont présentés à l'hôtel de Matignon, peu avant 10 heures 30. Au lendemain du 18 septembre, qui avait vu 1,1 million de personnes défiler dans les rues, **les centrales avaient décrété un ultimatum** jusqu'à ce mercredi 24.

Pressé d'apporter des réponses à la colère sociale, Sébastien Lecornu avait convié l'ensemble des confédérations pour une ultime concertation. C'est aussi ensemble que les huit secrétaires généraux de syndicat se sont présentés devant la presse, pas loin de deux heures plus tard.

« Après la réussite du 18 septembre et l'expression d'attentes légitimes du monde du travail, nous attendions des réponses claires du premier ministre. Il n'en a apporté aucune. Pour l'intersyndicale, c'est une occasion manquée », note Marylise Léon. Puis, au nom des huit centrales, la secrétaire générale de la CFDT annonce **une journée de grève le 2 octobre**.

Matignon veut garder la main sur les retraites

C'est sans grande surprise donc, que la « rupture » et la concertation promues par le locataire de Matignon ne déboucheront pas sur une remise en question de la politique de l'offre à l'œuvre depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. *« Sébastien Lecornu a reconnu qu'il était le premier ministre le plus faible de la Ve République, qu'il n'était pas Édouard Philippe et qu'il n'avait pas 350 députés sur lesquels s'appuyer,* relate Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale CGT. *Il nous a simplement expliqué que le débat budgétaire se fera à l'Assemblée. »*

Une fuite en avant du premier ministre devant l'intersyndicale qui ne doit rien au hasard. Selon les centrales, Sébastien Lecornu compte bien imposer les mesures austéritaires de son prédécesseur, François Bayrou, lors du débat budgétaire. Au-delà du recul sur la suppression des deux jours fériés, *« aucun des six axes de revendications de l'intersyndicale n'a obtenu de réponse,* tance Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, *que ce soit sur l'enterrement du budget Bayrou, la justice fiscale ou encore les moyens sur les services publics ».*

Pour Caroline Chevé, de la FSU, *« le premier ministre ne comprend pas la crise majeure que traverse la fonction publique. Il est incapable de faire un pas de côté, en revenant par exemple sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois qui doit rentrer en application en 2027, et qui ne concernerait pas le futur budget ».*

Plus encore, sur la question des retraites, Matignon semble vouloir garder la main en refusant toute suspension ou abrogation de la réforme de 2023. *« Sébastien Lecornu nous a annoncé examiner les conclusions du conclave, notamment sur la pénibilité et les femmes. L'ensemble de nos organisations lui a rétorqué que ces mesures ne faisaient pas l'affaire »,* poursuit Sophie Binet.

Une posture qui va par ailleurs à l'encontre du vote des députés le 5 juin dernier, qui ont adopté une résolution non contraignante des parlementaires communistes sur l'abrogation de la réforme à 64 ans. À l'issue de cette rencontre, Marylise Léon a d'ailleurs indiqué que l'avenir des retraites *« faisait partie des sujets qui ont été le moins clairs »* dans la bouche du premier ministre.

« Nos organisations syndicales parlent d'une seule voix »

Dans une tentative inespérée de briser l'unité syndicale, le locataire de Matignon pourrait faire un pas de côté sur la réforme voulue de l'assurance-chômage visant à économiser de 2 à 2,5 milliards d'euros d'économies par an de 2026 à 2029. L'enterrement de cette réforme semble « *bien parti* », assure auprès de l'AFP Marylise Léon.

Preuve de la volonté de s'inscrire dans la continuité des politiques macronistes, trois ministres démissionnaires étaient présents : Catherine Vautrin (Travail, Santé), Astrid Panosyan-Bouvet (Travail et Emploi) et Laurent Marcangeli (Fonction publique). « *On se serait crus dans une faille spatio-temporelle, on ne savait plus si nous étions en juillet ou en septembre, d'autant que ces ministres se sont exprimés* », tance Sophie Binet.

Reste que la durée du bail de Sébastien Lecornu à Matignon pourrait dépendre de la puissance du mouvement social. Avant cette rencontre, des conseillers du premier ministre avaient opportunément fait fuiter qu'un geste pourrait advenir sur la taxation des plus riches. « *La question n'est pas de savoir si Bernard Arnault va payer, la question est de savoir comment* », résumait un proche de Sébastien Lecornu auprès de BFMTV.

Une ultime carte que garde dans son jeu le premier ministre pour mettre un terme à l'unité syndicale ? « *Sébastien Lecornu nous a proposé de nouvelles rencontres en bilatérales d'ici le 2 octobre*, insiste Fabienne Rouchy. *Mais l'intersyndicale lui a répondu qu'on ne se prêterait pas à ce jeu.* » Et Caroline Chevé de conclure : « *Nos organisations parlent d'une seule voix. Au premier ministre d'en tenir compte.* »